

Canada Gazette

Part I



Gazette du Canada

Partie I

OTTAWA, SATURDAY, AUGUST 5, 2017

OTTAWA, LE SAMEDI 5 AOÛT 2017

Notice to Readers

The *Canada Gazette* is published under the authority of the *Statutory Instruments Act*. It consists of three parts as described below:

- Part I Material required by federal statute or regulation to be published in the *Canada Gazette* other than items identified for Part II and Part III below — Published every Saturday
- Part II Statutory instruments (regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published January 11, 2017, and at least every second Wednesday thereafter
- Part III Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably practicable after royal assent

The two electronic versions of the *Canada Gazette* are available free of charge. A Portable Document Format (PDF) version of Part I, Part II and Part III as an official version since April 1, 2003, and a HyperText Mark-up Language (HTML) version of Part I and Part II as an alternate format are available on the *Canada Gazette* website at <http://gazette.gc.ca>. The HTML version of the enacted laws published in Part III is available on the Parliament of Canada website at <http://www.parl.gc.ca>.

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Public Services and Procurement Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0S5, 613-996-2495 (telephone), 613-991-3540 (fax).

Bilingual texts received as late as six working days before the requested Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

For information regarding reproduction rights, please contact Public Services and Procurement Canada by email at TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Avis au lecteur

La *Gazette du Canada* est publiée conformément aux dispositions de la *Loi sur les textes réglementaires*. Elle est composée des trois parties suivantes :

- Partie I Textes devant être publiés dans la *Gazette du Canada* conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfont pas aux critères de la Partie II et de la Partie III — Publiée le samedi
- Partie II Textes réglementaires (règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le 11 janvier 2017 et au moins tous les deux mercredis par la suite
- Partie III Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que possible après la sanction royale

Les deux versions électroniques de la *Gazette du Canada* sont offertes gratuitement. Le format de document portable (PDF) de la Partie I, de la Partie II et de la Partie III à titre de version officielle depuis le 1^{er} avril 2003 et le format en langage hypertexte (HTML) de la Partie I et de la Partie II comme média substitut sont disponibles sur le site Web de la *Gazette du Canada* à l'adresse <http://gazette.gc.ca>. La version HTML des lois sanctionnées publiées dans la Partie III est disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse <http://www.parl.gc.ca>.

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Services publics et Approvisionnement Canada, 350, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0S5, 613-996-2495 (téléphone), 613-991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Services publics et Approvisionnement Canada par courriel à l'adresse TPSGC.QuestionsLO-OLQueries.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

TABLE OF CONTENTS

Government notices	3467
Appointment opportunities	3467
Parliament	
House of Commons	3471
Commissions	3472
(agencies, boards and commissions)	
Miscellaneous notices	3489
(banks; mortgage, loan, investment, insurance and railway companies; other private sector agents)	
Index	3491

TABLE DES MATIÈRES

Avis du gouvernement	3467
Possibilités de nominations	3467
Parlement	
Chambre des communes	3471
Commissions	3472
(organismes, conseils et commissions)	
Avis divers	3489
(banques; sociétés de prêts, de fiducie et d'investissements; compagnies d'assurances et de chemins de fer; autres agents du secteur privé)	
Index	3492

GOVERNMENT NOTICES**DEPARTMENT OF INDUSTRY****BOARDS OF TRADE ACT***Chambre de commerce de Chibougamau*

Notice is hereby given that His Excellency the Governor General in Council, by Order in Council dated June 20, 2017, has been pleased to change the name of the Chambre de commerce de Chibougamau to the Chambre de commerce Chibougamau-Chapais upon petition made therefor under section 39 of the *Boards of Trade Act*.

July 13, 2017

Virginie Ethier

Director

For the Minister of Industry

[31-1-o]

DEPARTMENT OF INDUSTRY**BOARDS OF TRADE ACT***La chambre de commerce de Danville*

Notice is hereby given that His Excellency the Governor General in Council, by Order in Council dated June 20, 2017, has been pleased to change the name of La chambre de commerce de Danville to the Chambre de commerce et d'entrepreneuriat des Sources upon petition made therefor under section 39 of the *Boards of Trade Act*.

July 13, 2017

Virginie Ethier

Director

For the Minister of Industry

[31-1-o]

PRIVY COUNCIL OFFICE*Appointment opportunities*

We know that our country is stronger — and our government more effective — when decision-makers reflect Canada's diversity. Moving forward, the Government of Canada will use an appointment process that is transparent and merit-based, strives for gender parity, and ensures that Indigenous Canadians and minority groups

AVIS DU GOUVERNEMENT**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE****LOI SUR LES CHAMBRES DE COMMERCE***Chambre de commerce de Chibougamau*

Avis est par les présentes donné qu'il a plu à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'autoriser, en vertu de l'article 39 de la *Loi sur les chambres de commerce*, le changement de dénomination de la Chambre de commerce de Chibougamau en celle de la Chambre de commerce Chibougamau-Chapais tel qu'il a été constaté dans un arrêté en conseil en date du 20 juin 2017.

Le 13 juillet 2017

La directrice

Virginie Ethier

Pour le ministre de l'Industrie

[31-1-o]

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE**LOI SUR LES CHAMBRES DE COMMERCE***La chambre de commerce de Danville*

Avis est par les présentes donné qu'il a plu à Son Excellence le Gouverneur général en conseil d'autoriser, en vertu de l'article 39 de la *Loi sur les chambres de commerce*, le changement de dénomination de La chambre de commerce de Danville en celle de la Chambre de commerce et d'entrepreneuriat des Sources tel qu'il a été constaté dans un arrêté en conseil en date du 20 juin 2017.

Le 13 juillet 2017

La directrice

Virginie Ethier

Pour le ministre de l'Industrie

[31-1-o]

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ*Possibilités de nominations*

Nous savons que notre pays est plus fort et notre gouvernement plus efficace lorsque les décideurs reflètent la diversité du Canada. À l'avenir, le gouvernement du Canada suivra un processus de nomination transparent et fondé sur le mérite qui s'inscrit dans le droit fil de l'engagement du gouvernement à assurer la parité entre les

are properly represented in positions of leadership. We will continue to search for Canadians who reflect the values that we all embrace: inclusion, honesty, fiscal prudence, and generosity of spirit. Together, we will build a government as diverse as Canada.

The Government of Canada is currently seeking applications from diverse and talented Canadians from across the country who are interested in the following positions.

Current opportunities

The following opportunities for appointments to Governor in Council positions are currently open for applications. Every opportunity is open for a minimum of two weeks from the date of posting on the Governor in Council Appointments website (<http://www.appointments-nominations.gc.ca/slctnPrCs.asp?menu=1&lang=eng>).

Position	Organization	Closing date
Members	Atlantic Pilotage Authority	August 7, 2017
Directors	Canada Deposit Insurance Corporation	August 8, 2017
Directors	Canada Foundation for Innovation	August 8, 2017
Directors	Canada Lands Company Limited	August 18, 2017
Chairperson	Canada Mortgage and Housing Corporation	August 14, 2017
Directors	Canada Mortgage and Housing Corporation	August 14, 2017
Member	Canada–Newfoundland and Labrador Offshore Petroleum Board	August 16, 2017
Chairperson	Canadian Broadcasting Corporation	August 15, 2017
Directors	Canadian Broadcasting Corporation	August 15, 2017
President	Canadian Broadcasting Corporation	August 15, 2017
President	Canadian Centre for Occupational Health and Safety	August 16, 2017

sexes et une représentation adéquate des Canadiens autochtones et des groupes minoritaires dans les postes de direction. Nous continuerons de rechercher des Canadiens qui incarnent les valeurs qui nous sont chères : l'inclusion, l'honnêteté, la prudence financière et la générosité d'esprit. Ensemble, nous créerons un gouvernement aussi diversifié que le Canada.

Le gouvernement du Canada sollicite actuellement des candidatures auprès de divers Canadiens talentueux provenant de partout au pays qui manifestent un intérêt pour les postes suivants.

Possibilités d'emploi actuelles

Les possibilités de nominations des postes pourvus par décret suivantes sont actuellement ouvertes aux demandes. Chaque possibilité est ouverte aux demandes pour un minimum de deux semaines à compter de la date de la publication sur le site Web des nominations par le gouverneur en conseil (<http://www.appointments-nominations.gc.ca/slctnPrCs.asp?menu=1&lang=fra>).

Poste	Organisation	Date de clôture
Membres	Administration de pilotage de l'Atlantique	7 août 2017
Administrateurs(trices)	Société d'assurance-dépôts du Canada	8 août 2017
Administrateurs(trices)	Fondation canadienne pour l'innovation	8 août 2017
Administrateurs(trices)	Société immobilière du Canada limitée	18 août 2017
Président(e)	Société canadienne d'hypothèques et de logement	14 août 2017
Administrateurs(trices)	Société canadienne d'hypothèques et de logement	14 août 2017
Membre	Office Canada – Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers	16 août 2017
Président(e)	Société Radio-Canada	15 août 2017
Administrateurs(trices)	Société Radio-Canada	15 août 2017
Directeur(trice) général(e)	Société Radio-Canada	15 août 2017
Président(e)	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	16 août 2017

Position	Organization	Closing date	Poste	Organisation	Date de clôture
Directors	Canadian Commercial Corporation	August 10, 2017	Administrateurs(trices)	Corporation commerciale canadienne	10 août 2017
Directors	Export Development Canada	August 10, 2017	Administrateurs(trices)	Exportation et développement Canada	10 août 2017
Chairperson	Great Lakes Pilotage Authority	August 7, 2017	Président(e) du conseil d'administration	Administration de pilotage des Grands Lacs	7 août 2017
Members	Great Lakes Pilotage Authority	August 7, 2017	Membres	Administration de pilotage des Grands Lacs	7 août 2017
President	International Development Research Centre	August 25, 2017	Président(e)	Centre de recherches pour le développement international	25 août 2017
Chairperson	Laurentian Pilotage Authority	August 7, 2017	Président(e) du conseil d'administration	Administration de pilotage des Laurentides	7 août 2017
Members	Laurentian Pilotage Authority	August 7, 2017	Membres	Administration de pilotage des Laurentides	7 août 2017
Commissioner of Lobbying	Office of the Commissioner of Lobbying		Commissaire au lobbying	Commissariat au lobbying	
Conflict of Interest and Ethics Commissioner	Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner		Commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	
Information Commissioner	Office of the Information Commissioner		Commissaire à l'information	Commissariat à l'information	
Senate Ethics Officer	Office of the Senate Ethics Officer		Conseiller(ère) sénatorial(e) en éthique	Bureau du conseiller sénatorial en éthique	
Members	Pacific Pilotage Authority	August 7, 2017	Membres	Administration de pilotage du Pacifique	7 août 2017
Commissioner	Royal Canadian Mounted Police	September 15, 2017	Commissaire	Gendarmerie royale du Canada	15 septembre 2017
Chairperson	Royal Canadian Mounted Police External Review Committee	August 16, 2017	Président(e)	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	16 août 2017
Members	Standards Council of Canada	August 8, 2017	Membres	Conseil canadien des normes	8 août 2017

Upcoming opportunities

New opportunities that will be posted in the coming weeks.

Position	Organization
President (Chief Executive Officer)	Atomic Energy of Canada Limited
Director	Canada Post Corporation

Possibilités d'emploi à venir

Nouvelles possibilités de nominations qui seront affichées dans les semaines à venir.

Poste	Organisation
Président(e) et premier(ère) dirigeant(e)	Énergie atomique du Canada limitée
Administrateur(trice)	Société canadienne des postes

Position	Organization
Chairperson	Civilian Review and Complaints Commission for the Royal Canadian Mounted Police
Sergeant-at-Arms	House of Commons
Commissioner	International Joint Commission
Chief Executive Officer	Invest in Canada Agency
Chief Electoral Officer	Office of the Chief Electoral Officer

[31-1-o]

Poste	Organisation
Président(e)	Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada
Sergent(e) d'armes	Chambre des communes
Commissaire	Commission mixte internationale
Président(e) et premier(ère) dirigeant(e)	Agence Investir au Canada
Directeur(trice) général(e) des élections	Bureau du directeur général des élections

[31-1-o]

PARLIAMENT

HOUSE OF COMMONS

First Session, Forty-Second Parliament

PRIVATE BILLS

Standing Order 130 respecting notices of intended applications for private bills was published in the *Canada Gazette*, Part I, on November 28, 2015.

For further information, contact the Private Members' Business Office, House of Commons, Centre Block, Room 134-C, Ottawa, Ontario K1A 0A6, 613-992-6443.

Marc Bosc

Acting Clerk of the House of Commons

PARLEMENT

CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, quarante-deuxième législature

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

L'article 130 du Règlement relatif aux avis de demande de projets de loi d'intérêt privé a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* du 28 novembre 2015.

Pour d'autres renseignements, prière de communiquer avec le Bureau des affaires émanant des députés à l'adresse suivante : Chambre des communes, Édifice du Centre, pièce 134-C, Ottawa (Ontario) K1A 0A6, 613-992-6443.

Le greffier par intérim de la Chambre des communes

Marc Bosc

COMMISSIONS**CANADA-NOVA SCOTIA OFFSHORE PETROLEUM BOARD****CANADA-NOVA SCOTIA OFFSHORE PETROLEUM RESOURCES ACCORD IMPLEMENTATION ACT***Call for Bids No. NS17-1*

The Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board (the “Board”) hereby gives notice of a call for submission of bids for three Exploration Licences covering those lands in the Nova Scotia offshore area described in Appendix I (the “Lands”) of Call for Bids No. NS17-1.

This notice of Call for Bids No. NS17-1 is made pursuant to the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*, S.C. 1988, c. 28, and the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*, S.N.S. 1987, c. 3 (the “legislation”).

The following is a summary of Call for Bids No. NS17-1:

- (a) Bids must be received by the Board before 4:00 p.m. Atlantic Daylight Time (ADT), December 14, 2017.
- (b) All bids must be submitted in accordance with the Terms and Conditions of Call for Bids No. NS17-1.
- (c) Bids must be submitted in a sealed envelope marked “CALL FOR BIDS NO. NS17-1 (Parcel # ____).”
- (d) The Board may amend this Call for Bids at any time up to 10 days prior to the Closing Date. Any amendment made to the Call for Bids shall be published on the Call for Bids website (www.callforbids.ca).
- (e) The public is provided with the opportunity to submit written comments to the Board on the Lands included in the Call for Bids. The deadline for the submission of written comments is 60 days after the announcement of the Call for Bids on the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board (CNSOPB) website. Any comments received by the deadline will be made publicly available on the Call for Bids website at www.callforbids.ca.
- (f) For the purpose of assessing and selecting a bid, the sole criterion to be used for all parcels will be the total amount of money proposed to be expended on the exploration of the parcel within Period 1 of the term of the Exploration Licence (“Work Expenditure Bid”), determined in accordance with the Schedule of Allowable Expenditures as defined in Schedule B of the Exploration Licence attached as Appendix III of Call for Bids No. NS17-1.

COMMISSIONS**OFFICE CANADA — NOUVELLE-ÉCOSSE DES HYDROCARBURES EXTRACÔTIERS****LOI DE MISE EN ŒUVRE DE L’ACCORD CANADA — NOUVELLE-ÉCOSSE SUR LES HYDROCARBURES EXTRACÔTIERS***Appel d’offres n° NS17-1*

L’Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (l’« Office ») donne avis d’un appel d’offres relativement à trois permis d’exploration visant les terres de la région extracôtère de la Nouvelle-Écosse décrites à l’annexe I (les « terres ») de l’appel d’offres n° NS17-1.

Le présent avis d’appel d’offres n° NS17-1 est donné conformément à la *Loi de mise en œuvre de l’Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*, L.C. 1988, ch. 28, et à la *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*, S.N.S. 1987, ch. 3 (les « lois de mise en œuvre »).

Ce qui suit est un sommaire de l’appel d’offres n° NS17-1 :

- a) Les soumissions doivent être reçues par l’Office avant 16 h, heure avancée de l’Atlantique, le 14 décembre 2017.
- b) Toutes les soumissions doivent être déposées conformément aux conditions de l’appel d’offres n° NS17-1.
- c) Les soumissions doivent être déposées dans une enveloppe scellée portant la mention « APPEL D’OFFRES N° NS17-1 (Parcelle n° ____) ».
- d) L’Office peut modifier l’appel d’offres à tout moment jusqu’à 10 jours avant la date de clôture. Les modifications à l’appel d’offres seront publiées sur le site Web de l’appel d’offres, au www.callforbids.ca (en anglais seulement).
- e) Le public a la possibilité de soumettre des observations écrites à l’Office relativement aux parcelles visées par l’appel d’offres. La date limite pour le dépôt de commentaires écrits est 60 jours après l’annonce de l’appel d’offres sur le site Web de l’Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (OCNEHE). Les commentaires reçus au plus tard à l’échéance seront publiés sur le site Web de l’appel d’offres, au www.callforbids.ca (en anglais seulement).
- f) Un seul critère sera utilisé pour évaluer et sélectionner une soumission, soit le montant que le soumissionnaire propose de dépenser pour les travaux d’exploration qui seront réalisés sur les parcelles au cours de la période 1 de la durée du permis d’exploration

(g) The minimum bid that will be considered is \$1,000,000.00 of work expenditure.

(h) The Board is not obliged to accept any bid nor is the Board required to issue an interest as the result of this Call for Bids.

(i) Each Bid must be accompanied by a Bid Deposit in the amount of \$10,000.00, in the form of a certified cheque or bank draft payable to the Receiver General for Canada. The successful bidder will receive a refund of the Bid Deposit, without interest, if the Work Deposit is posted within the time specified and any outstanding Environmental Studies Research Fund (ESRF) levies are paid as described below.

(j) The successful bidder will be required to post security for the performance of work. The amount of the required security will be 25% of its Work Expenditure Bid. The successful bidder must post this Work Deposit within 30 days of being notified that its bid was successful, as a condition of issuance of the Exploration Licence. This Work Deposit is refundable to the extent of 25% of approved Allowable Expenditures, described in the form of the Exploration Licence.

(k) Upon issuance of the Exploration Licence, the successful bidder must pay Environmental Studies Research Fund (ESRF) levies under Part VII of the *Canada Petroleum Resources Act*, R.S.C. 1985, c. 36 (2nd Supp.) [see www.esrfunds.org].

(l) The legislation requires that a Canada-Nova Scotia Benefits Plan be submitted to, and approved by, the Board prior to the approval of any development plan, or the authorization of any other work or activity in the Nova Scotia offshore area. Canada-Nova Scotia Benefits Plan Guidelines can be found at www.cnsopb.ns.ca.

(m) In accordance with the legislation, prior to the authorization of any petroleum-related activities on the Lands, the operator must demonstrate to the satisfaction of the Board that such activities can be conducted in an environmentally safe manner. Special precautions, such as enhanced environmental assessments, more stringent mitigation measures and environmental effects monitoring may be required in some cases.

(n) Before carrying out any work or activity in the offshore area, an operator must first obtain an Operating Licence.

(o) No activities related to the exploration for, development of, or transportation of petroleum on the Lands can be conducted without a specific authorization issued by the Board. Operators are required to meet certain regulatory requirements before the Board can approve offshore petroleum-related activities. The regulatory framework which governs offshore

(« montant des dépenses prévues »); ce montant sera déterminé conformément à la liste des dépenses autorisées définies à l'annexe B du permis d'exploration joint comme annexe III aux modalités de l'appel d'offres n° NS17-1.

g) La soumission la moins élevée qui sera prise en considération est un engagement à réaliser 1 000 000,00 \$ de travaux.

h) L'Office n'est tenu d'accepter aucune soumission ni de délivrer une manifestation d'intérêt à la suite de l'appel d'offres.

i) Chaque soumission doit être accompagnée d'une caution de 10 000,00 \$ sous forme de chèque certifié ou de traite bancaire payable à l'ordre du receveur général du Canada. Le soumissionnaire retenu recevra le remboursement de la caution, sans intérêt, si le cautionnement d'exécution est déposé dans le délai imparti et que les prélèvements pour le Fonds pour l'étude de l'environnement sont acquittés de la façon décrite ci-dessous.

j) Le soumissionnaire retenu devra déposer une sûreté pour l'exécution des travaux. Le montant de la sûreté sera 25 % du montant des dépenses prévues. Le soumissionnaire retenu doit, comme condition préalable à l'émission du permis d'exploration, déposer ce cautionnement dans les 30 jours de l'avis qui lui est donné que sa soumission a été retenue. Le cautionnement d'exécution est remboursable jusqu'à concurrence de 25 % des dépenses autorisées approuvées, tel que le tout est décrit plus en détail dans le formulaire de permis d'exploration.

k) À la délivrance du permis d'exploration, le soumissionnaire retenu doit verser au Fonds pour l'étude de l'environnement les prélèvements prévus à la partie VII de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures*, L.R.C. 1985, ch. 36 (2^e suppl.) [voir www.esrfunds.org].

l) Les lois de mise en œuvre exigent qu'un plan de retombées économiques Canada — Nouvelle-Écosse soit déposé auprès de l'Office et approuvé par ce dernier avant qu'il n'approuve un plan d'exploitation ou qu'il n'autorise quelque autre travail ou activité dans la région extracôtière de la Nouvelle-Écosse. Les lignes directrices concernant les plans de retombées économiques Canada — Nouvelle-Écosse sont publiées sur le site Web www.cnsopb.ns.ca (en anglais seulement).

m) Conformément aux lois de mise en œuvre, avant que l'autorisation de procéder à une activité pétrolière sur les parcelles ne soit accordée, l'exploitant doit démontrer, à la satisfaction de l'Office, que les activités peuvent être menées sans danger pour l'environnement. Des précautions spéciales, par exemple des évaluations environnementales approfondies, des mesures d'atténuation plus strictes et une surveillance

petroleum operations consists of the legislation, its regulations, and Board guidelines and policies.

(p) Any licence that may be issued shall be in the form of the Exploration Licence attached to the Call for Bids No. NS17-1 as Appendix III.

(q) Each resulting Significant Discovery Licence shall be in the form attached to the Call for Bids No. NS17-1 as Appendix IV.

(r) Failure to comply with the Call for Bids or any term or condition of the Exploration Licence or resulting Significant Discovery Licence or Production Licence may result in cancellation of the respective Licence.

The full text of Call for Bids No. NS17-1 is available at www.callforbids.ca or upon request made to the Director, Regulatory Affairs and Finance, Secretary of the Board, Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board, TD Centre, 8th Floor, 1791 Barrington Street, Halifax, Nova Scotia B3J 3K9, 902-422-5588

May 23, 2017

Stuart Pinks, P.Eng.
Chief Executive Officer

des effets environnementaux, pourront être exigées dans certains cas.

n) Avant d'exécuter quelque travail ou d'exercer quelque activité dans la zone extracôtière, un exploitant doit obtenir un permis d'exploitation.

o) Aucune activité ayant trait à la prospection pétrolière, à la mise en valeur ou au transport de la ressource ne peut être entreprise dans les parcelles si elle n'a pas fait l'objet d'une autorisation particulière de l'Office. Les exploitants ont l'obligation de satisfaire à certaines exigences réglementaires avant que l'Office puisse accorder l'autorisation de procéder à quelque activité pétrolière en zone extracôtière. Le cadre réglementaire qui régit les activités d'exploitation des hydrocarbures en zone extracôtière est formé des lois de mise en œuvre, de leurs règlements ainsi que des lignes directrices et des politiques de l'Office.

p) Tout permis qui sera délivré sera conforme au permis de prospection joint à l'appel d'offres n° NS17-1 comme annexe III.

q) Chaque attestation de découverte importante sera conforme au document joint à l'appel d'offres n° NS17-1 comme annexe IV.

r) Le défaut de se conformer à l'appel d'offres, à une modalité du permis d'exploration, à l'attestation de découverte importante ou au permis de production peut entraîner l'annulation du permis concerné.

Le texte complet de l'appel d'offres n° NS17-1 est publié sur le site Web www.callforbids.ca (en anglais seulement) ou peut être obtenu sur demande présentée au Directeur, Direction générale des affaires réglementaires et service des finances, Secrétaire de l'Office, Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers, Centre TD, 8^e étage, 1791, rue Barrington, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3K9, 902-422-5588

Le 23 mai 2017

Le chef de la direction
Stuart Pinks, ing.

APPENDIX I

Call For Bids No. NS17-1 the
“LANDS”

Land parcel No. 1 — All petroleum substances in all geological formations

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°20' N, 59°15' W	9 ^a , 10, 17 ^a , 18 ^a , 19, 20, 27 ^a , 28-30, 31 ^a , 32 ^a , 33 ^a , 34 ^a , 35 ^a , 36 ^a , 37 ^a , 38-100	27 136
46°20' N, 59°30' W	1-70, 71 ^b , 72 ^b , 73 ^b , 74 ^b , 75 ^b , 76-80, 86-90, 96-100	31 228
46°20' N, 59°45' W	7 ^b , 8-10, 17 ^b , 18-20, 27 ^b , 28-30, 37 ^b , 38-40, 47 ^b , 48-50, 57 ^b , 58-60, 67 ^b , 68-70, 77 ^b , 78-80, 87 ^b , 88-90, 97 ^b , 98-100	11 592
46°20' N, 60°00' W	9-10, 19-20, 29-30, 39-40, 49-50, 59-60, 69-70	4 991
46°30' N, 59°15' W	1-100	35 580
46°30' N, 59°30' W	1-100	35 580
46°30' N, 59°45' W	1-100	35 580
46°30' N, 60°00' W	1-100	35 580
46°30' N, 60°15' W	3-10, 13-20	5 692
46°40' N, 59°15' W	1-100	35 470
46°40' N, 59°30' W	1-100	35 470
46°40' N, 59°45' W	1-100	35 470
46°40' N, 60°00' W	1-84, 91-94	31 216
46°40' N, 60°15' W	1-4, 11-14	2 840
46°50' N, 59°15' W	1-100	35 370
46°50' N, 59°30' W	1-100	35 370
46°50' N, 59°45' W	1-100	35 370
47°00' N, 59°15' W	1-5, 11-15, 21-25, 31-35, 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	17 650
Total hectares (Approximate)		487 185

^a Partial sections which abut the boundary of the area depicted in Schedule 1 of the *St. Anns Bank Marine Protected Area Regulations* (SOR/2017-106 June 2, 2017) that is bound by a series of rhumb lines drawn from points 1 to 10, the coordinates of each that are set out in that Schedule and back to point 1, designated as the *St. Anns Bank Marine Protected Area*. Geographical coordinates (latitude and longitude) are expressed in the North American Datum 1983 (NAD83). These coordinates are converted to North American Datum 1927 (NAD27) using the NTV2 conversion to define the boundary of the parcels under the CNSOPB Land Division Guidelines.

^b Partial sections which abut the boundary of the offshore area known as the Donkin Coal Block Area, as more particularly described in Schedule A of Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board Registry Notice 9167.

ANNEXE I

Appel d'offres n° NS17-1 les
« TERRES »

Parcelle n° 1 — Tous les hydrocarbures dans toutes les formations géologiques

Grille (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°20' N., 59°15' O.	9 ^a , 10, 17 ^a , 18 ^a , 19, 20, 27 ^a , 28-30, 31 ^a , 32 ^a , 33 ^a , 34 ^a , 35 ^a , 36 ^a , 37 ^a , 38-100	27 136
46°20' N., 59°30' O.	1-70, 71 ^b , 72 ^b , 73 ^b , 74 ^b , 75 ^b , 76-80, 86-90, 96-100	31 228
46°20' N., 59°45' O.	7 ^b , 8-10, 17 ^b , 18-20, 27 ^b , 28-30, 37 ^b , 38-40, 47 ^b , 48-50, 57 ^b , 58-60, 67 ^b , 68-70, 77 ^b , 78-80, 87 ^b , 88-90, 97 ^b , 98-100	11 592
46°20' N., 60°00' O.	9-10, 19-20, 29-30, 39-40, 49-50, 59-60, 69-70	4 991
46°30' N., 59°15' O.	1-100	35 580
46°30' N., 59°30' O.	1-100	35 580
46°30' N., 59°45' O.	1-100	35 580
46°30' N., 60°00' O.	1-100	35 580
46°30' N., 60°15' O.	3-10, 13-20	5 692
46°40' N., 59°15' O.	1-100	35 470
46°40' N., 59°30' O.	1-100	35 470
46°40' N., 59°45' O.	1-100	35 470
46°40' N., 60°00' O.	1-84, 91-94	31 216
46°40' N., 60°15' O.	1-4, 11-14	2 840
46°50' N., 59°15' O.	1-100	35 370
46°50' N., 59°30' O.	1-100	35 370
46°50' N., 59°45' O.	1-100	35 370
47°00' N., 59°15' O.	1-5, 11-15, 21-25, 31-35, 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	17 650
Superficie totale (Approximativement)		487 185

^a Des sections partielles adjacentes aux limites de la zone illustrée à l'annexe 1 du *Règlement sur la zone de protection marine du banc de Sainte-Anne* (DORS/2017-106, 2 juin 2017) délimitées par la loxodromie reliant les points 1 à 10, les coordonnées de chacun figurant à cette annexe, puis revenant au point 1, désignée *zone de protection marine du banc de Sainte-Anne*. Les coordonnées géographiques (latitude et longitude) sont exprimées selon le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Ces coordonnées sont converties au Système de référence nord-américain de 1927 (NAD27) à l'aide de l'outil NTV2 pour déterminer les limites des parcelles selon les lignes directrices de l'OCNEHE sur la division des terres.

^b Des sections partielles adjacentes aux limites de la zone extra-côtière connue comme étant la réserve de charbon Donkin, décrite plus en détail à l'annexe A du Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board Registry Notice 9167.

Land parcel No. 2 — All petroleum substances in all geological formations

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°20' N, 59°00' W	80 ^a , 89 ^a , 90 ^a , 99 ^a , 100	789
46°30' N, 58°00' W	36 ^c , 46 ^c , 47 ^c , 56, 57 ^c , 66, 67, 68 ^c , 76, 77, 78 ^c , 79 ^c , 86-88, 89 ^c , 90 ^c , 96-99, 100 ^c	6 051
46°30' N, 58°15' W	6-10, 16-20, 26-30, 36-40, 46-50, 56-60, 66-70, 76-80, 86-90, 96-100	17 780
46°30' N, 58°30' W	6-10, 16-20, 26-30, 36-40, 46-50, 56-60, 66-70, 76-80, 86-90, 96-100	17 780
46°30' N, 58°45' W	6-10, 16-20, 26-30, 36-40, 46-50, 56-60, 66-70, 76-80, 86-90, 96-100	17 780
46°30' N, 59°00' W	5 ^a , 6-10, 14 ^a , 15 ^a , 16-20, 24 ^a , 25-30, 33 ^a , 34-40, 42 ^a , 43 ^a , 44-50, 51 ^a , 52 ^a , 53-60, 61 ^a , 62-70, 71 ^a , 72-100	28 926
46°40' N, 58°00' W	91 ^c	19
46°40' N, 58°15' W	1 ^c , 2 ^c , 11, 12 ^c , 21, 22 ^c , 23 ^c , 31, 32, 33 ^c , 34 ^c , 41-43, 44 ^c , 45 ^c , 51-54, 55 ^c , 56 ^c , 61-65, 66 ^c , 67 ^c , 71-75, 76 ^c , 77 ^c , 81-86, 87 ^c , 88 ^c , 91-97, 98 ^c , 99 ^c	15 536
46°40' N, 58°30' W	1-8, 9 ^c , 10 ^c , 11-19, 20 ^c , 21-29, 30, 31-100	34 942
46°40' N, 58°45' W	1-100	35 470
46°40' N, 59°00' W	1-100	35 470
46°50' N, 58°30' W	11 ^c , 21 ^c , 31 ^c , 32 ^c , 41, 42 ^c , 43 ^c , 51, 52, 53 ^c , 54 ^c , 61-63, 64 ^c , 65 ^c , 71-73, 74, 75 ^c , 81-84, 85 ^c , 86 ^c , 91-95, 96 ^c , 97 ^c	9 186

^a Partial sections which abut the boundary of the area depicted in Schedule 1 of the *St. Anns Bank Marine Protected Area Regulations* (SOR/2017-106 June 2, 2017) that is bound by a series of rhumb lines drawn from points 1 to 10, the coordinates of each that are set out in that Schedule and back to point 1, designated as the *St. Anns Bank Marine Protected Area*. Geographical coordinates (latitude and longitude) are expressed in the North American Datum 1983 (NAD83). These coordinates are converted to North American Datum 1927 (NAD27) using the NTV2 conversion to define the boundary of the parcels under the CNSOPB Land Division Guidelines.

^c Partial sections which abut the boundary between the Canada–Newfoundland and Labrador offshore area and the Canada–Nova Scotia offshore area, as defined by the Limits of the Offshore Area, described in Schedule I of the *Canada–Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act* and the *Canada–Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*. Geographical coordinates (latitude and longitude) are expressed in the North American Datum 1983 (NAD83). These coordinates are converted to North American Datum 1927 (NAD27) using the NTV2 conversion to define the boundary of the parcels under the CNSOPB Land Division Guidelines.

Parcelle n° 2 — Tous les hydrocarbures dans toutes les formations géologiques

Grille (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°20' N., 59°00' O.	80 ^a , 89 ^a , 90 ^a , 99 ^a , 100	789
46°30' N., 58°00' O.	36 ^c , 46 ^c , 47 ^c , 56, 57 ^c , 66, 67, 68 ^c , 76, 77, 78 ^c , 79 ^c , 86-88, 89 ^c , 90 ^c , 96-99, 100 ^c	6 051
46°30' N., 58°15' O.	6-10, 16-20, 26-30, 36-40, 46-50, 56-60, 66-70, 76-80, 86-90, 96-100	17 780
46°30' N., 58°30' O.	6-10, 16-20, 26-30, 36-40, 46-50, 56-60, 66-70, 76-80, 86-90, 96-100	17 780
46°30' N., 58°45' O.	6-10, 16-20, 26-30, 36-40, 46-50, 56-60, 66-70, 76-80, 86-90, 96-100	17 780
46°30' N., 59°00' O.	5 ^a , 6-10, 14 ^a , 15 ^a , 16-20, 24 ^a , 25-30, 33 ^a , 34-40, 42 ^a , 43 ^a , 44-50, 51 ^a , 52 ^a , 53-60, 61 ^a , 62-70, 71 ^a , 72-100	28 926
46°40' N., 58°00' O.	91 ^c	19
46°40' N., 58°15' O.	1 ^c , 2 ^c , 11, 12 ^c , 21, 22 ^c , 23 ^c , 31, 32, 33 ^c , 34 ^c , 41-43, 44 ^c , 45 ^c , 51-54, 55 ^c , 56 ^c , 61-65, 66 ^c , 67 ^c , 71-75, 76 ^c , 77 ^c , 81-86, 87 ^c , 88 ^c , 91-97, 98 ^c , 99 ^c	15 536
46°40' N., 58°30' O.	1-8, 9 ^c , 10 ^c , 11-19, 20 ^c , 21-29, 30, 31-100	34 942
46°40' N., 58°45' O.	1-100	35 470
46°40' N., 59°00' O.	1-100	35 470
46°50' N., 58°30' O.	11 ^c , 21 ^c , 31 ^c , 32 ^c , 41, 42 ^c , 43 ^c , 51, 52, 53 ^c , 54 ^c , 61-63, 64 ^c , 65 ^c , 71-73, 74, 75 ^c , 81-84, 85 ^c , 86 ^c , 91-95, 96 ^c , 97 ^c	9 186

^a Des sections partielles adjacentes aux limites de la zone illustrée à l'annexe 1 du *Règlement sur la zone de protection marine du banc de Sainte-Anne* (DORS/2017-106, 2 juin 2017) délimitées par la loxodromie reliant les points 1 à 10, les coordonnées de chacun figurant à cette annexe, puis revenant au point 1, désignée *zone de protection marine du banc de Sainte-Anne*. Les coordonnées géographiques (latitude et longitude) sont exprimées selon le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Ces coordonnées sont converties au Système de référence nord-américain de 1927 (NAD27) à l'aide de l'outil NTV2 pour déterminer les limites des parcelles selon les lignes directrices de l'OCNEHE sur la division des terres.

^c Des sections partielles adjacentes aux limites entre la zone extracôtière Canada — Terre-Neuve-et-Labrador et la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse définies par les limites de la zone extracôtière décrites à l'annexe I de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* et de la *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*. Les coordonnées géographiques (latitude et longitude) sont exprimées selon le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Ces coordonnées sont converties au Système de référence nord-américain de 1927 (NAD27) à l'aide de la conversion NTV2 pour déterminer les limites des parcelles selon les lignes directrices de l'OCNEHE sur la division des terres.

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°50' N, 58°45' W	1-6, 7 ^c , 8 ^c , 11-17, 18 ^c , 19 ^c , 21-27, 28, 29 ^c , 31-38, 39 ^c , 40 ^c , 41-49, 50 ^c , 51-100	32 680
46°50' N, 59°00' W	1-100	35 370
47°00' N, 58°45' W	41 ^c , 51 ^c , 52 ^c , 61, 62 ^c , 63 ^c , 71, 72, 73 ^c , 81, 82, 83 ^c , 84 ^c , 91-93, 94 ^c , 95 ^c	4 461
47°00' N, 59°00' W	1-4, 5 ^c , 11-15, 21-25, 31-35, 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	17 597
Total hectares (Approximate)		309 837

Land parcel No. 3 — All petroleum substances in all geological formations

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
45°50' N, 57°30' W	14 ^c , 15 ^c , 24, 25 ^c , 26 ^c , 27 ^c , 28 ^c , 34-37, 38 ^c , 39 ^c , 40 ^c , 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	18 561
45°50' N, 57°45' W	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	25 200
45°50' N, 58°00' W	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	25 200
45°50' N, 58°15' W	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	25 200
45°50' N, 58°30' W	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70	17 640
46°00' N, 57°30' W	31 ^c , 41 ^c , 42 ^c , 43 ^c , 44 ^c , 45 ^c , 51-53, 54, 55 ^c , 56 ^c , 57 ^c , 58 ^c , 61-67, 68 ^c , 69 ^c , 70 ^c , 71-100	16 838
46°00' N, 57°45' W	1-100	35 900
46°00' N, 58°00' W	1-100	35 900
46°00' N, 58°15' W	1-100	35 900

^c Partial sections which abut the boundary between the Canada-Newfoundland and Labrador offshore area and the Canada-Nova Scotia offshore area, as defined by the Limits of the Offshore Area, described in Schedule I of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act* and the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*. Geographical coordinates (latitude and longitude) are expressed in the North American Datum 1983 (NAD83). These coordinates are converted to North American Datum 1927 (NAD27) using the NTV2 conversion to define the boundary of the parcels under the CNSOPB Land Division Guidelines.

Grille (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°50' N., 58°45' O.	1-6, 7 ^c , 8 ^c , 11-17, 18 ^c , 19 ^c , 21-27, 28, 29 ^c , 31-38, 39 ^c , 40 ^c , 41-49, 50 ^c , 51-100	32 680
46°50' N., 59°00' O.	1-100	35 370
47°00' N., 58°45' O.	41 ^c , 51 ^c , 52 ^c , 61, 62 ^c , 63 ^c , 71, 72, 73 ^c , 81, 82, 83 ^c , 84 ^c , 91-93, 94 ^c , 95 ^c	4 461
47°00' N., 59°00' O.	1-4, 5 ^c , 11-15, 21-25, 31-35, 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	17 597
Superficie totale (Approximativement)		309 837

Parcelle n° 3 — Tous les hydrocarbures dans toutes les formations géologiques

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
45°50' N., 57°30' O.	14 ^c , 15 ^c , 24, 25 ^c , 26 ^c , 27 ^c , 28 ^c , 34-37, 38 ^c , 39 ^c , 40 ^c , 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	18 561
45°50' N., 57°45' O.	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	25 200
45°50' N., 58°00' O.	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	25 200
45°50' N., 58°15' O.	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70, 74-80, 84-90, 94-100	25 200
45°50' N., 58°30' O.	4-10, 14-20, 24-30, 34-40, 44-50, 54-60, 64-70	17 640
46°00' N., 57°30' O.	31 ^c , 41 ^c , 42 ^c , 43 ^c , 44 ^c , 45 ^c , 51-53, 54, 55 ^c , 56 ^c , 57 ^c , 58 ^c , 61-67, 68 ^c , 69 ^c , 70 ^c , 71-100	16 838
46°00' N., 57°45' O.	1-100	35 900
46°00' N., 58°00' O.	1-100	35 900
46°00' N., 58°15' O.	1-100	35 900

^c Des sections partielles adjacentes aux limites entre la zone extracôtière Canada — Terre-Neuve-et-Labrador et la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse définies par les limites de la zone extracôtière décrites à l'annexe I de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* et de la *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*. Les coordonnées géographiques (latitude et longitude) sont exprimées selon le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Ces coordonnées sont converties au Système de référence nord-américain de 1927 (NAD27) à l'aide de la conversion NTV2 pour déterminer les limites des parcelles selon les lignes directrices de l'OCNEHE sur la division des terres.

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)	Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°00' N, 58°30' W	1-65, 66 ^a , 67 ^a , 68 ^a , 69 ^a , 70 ^a	24 695	46°00' N., 58°30' O.	1-65, 66 ^a , 67 ^a , 68 ^a , 69 ^a , 70 ^a	24 695
46°10' N, 57°30' W	61 ^c , 71 ^c , 72 ^c , 73 ^c , 74 ^c , 81-83, 84 ^c , 85 ^c , 86 ^c , 87 ^c , 91-96, 97 ^c , 98 ^c , 99 ^c	5 347	46°10' N., 57°30' O.	61 ^c , 71 ^c , 72 ^c , 73 ^c , 74 ^c , 81-83, 84 ^c , 85 ^c , 86 ^c , 87 ^c , 91-96, 97 ^c , 98 ^c , 99 ^c	5 347
46°10' N, 57°45' W	1-8, 9 ^c , 10 ^c , 11-100	35 615	46°10' N., 57°45' O.	1-8, 9 ^c , 10 ^c , 11-100	35 615
46°10' N, 58°00' W	1-100	35 790	46°10' N., 58°00' O.	1-100	35 790
46°10' N, 58°15' W	1-79, 80 ^a , 81-87, 88 ^a , 89 ^a , 90 ^a , 91-96, 97 ^a , 98 ^a	33 936	46°10' N., 58°15' O.	1-79, 80 ^a , 81-87, 88 ^a , 89 ^a , 90 ^a , 91-96, 97 ^a , 98 ^a	33 936
46°10' N, 58°30' W	1-4, 5 ^a , 6 ^a , 7 ^a , 11-13, 14 ^a , 15 ^a , 21-23, 24 ^a , 31-33, 34 ^a , 41-43, 44 ^a , 51-53, 54 ^a , 61 ^a , 62 ^a , 63 ^a , 64 ^a	10 092	46°10' N., 58°30' O.	1-4, 5 ^a , 6 ^a , 7 ^a , 11-13, 14 ^a , 15 ^a , 21-23, 24 ^a , 31-33, 34 ^a , 41-43, 44 ^a , 51-53, 54 ^a , 61 ^a , 62 ^a , 63 ^a , 64 ^a	10 092
46°20' N, 57°45' W	1 ^c , 11 ^c , 12 ^c , 21, 22 ^c , 23 ^c , 24 ^c , 31-33, 34 ^c , 35 ^c , 41-44, 45 ^c , 46 ^c , 47 ^c , 51-56, 57 ^c , 58 ^c , 61-67, 68 ^c , 69 ^c , 71-78, 79 ^c , 80 ^c , 81-89, 90 ^c , 91-100	20 163	46°20' N., 57°45' O.	1 ^c , 11 ^c , 12 ^c , 21, 22 ^c , 23 ^c , 24 ^c , 31-33, 34 ^c , 35 ^c , 41-44, 45 ^c , 46 ^c , 47 ^c , 51-56, 57 ^c , 58 ^c , 61-67, 68 ^c , 69 ^c , 71-78, 79 ^c , 80 ^c , 81-89, 90 ^c , 91-100	20 163
46°20' N, 58°00' W	1-100	35 690	46°20' N., 58°00' O.	1-100	35 690
46°20' N, 58°15' W	1-43, 44 ^a , 45 ^a , 46-52, 53 ^a , 54 ^a , 55 ^a , 56 ^a , 57-60, 61 ^a , 62 ^a , 63 ^a , 66 ^a , 67 ^a , 68-70, 71 ^a , 77 ^a , 78 ^a , 79, 80, 88 ^a , 89, 90, 98 ^a , 99 ^a , 100	25 410	46°20' N., 58°15' O.	1-43, 44 ^a , 45 ^a , 46-52, 53 ^a , 54 ^a , 55 ^a , 56 ^a , 57-60, 61 ^a , 62 ^a , 63 ^a , 66 ^a , 67 ^a , 68-70, 71 ^a , 77 ^a , 78 ^a , 79, 80, 88 ^a , 89, 90, 98 ^a , 99 ^a , 100	25 410
46°20' N, 58°30' W	9 ^a , 10 ^a , 20 ^a	246	46°20' N., 58°30' O.	9 ^a , 10 ^a , 20 ^a	246
46°30' N, 57°45' W	81 ^c , 91 ^c , 92 ^c	560	46°30' N., 57°45' O.	81 ^c , 91 ^c , 92 ^c	560
46°30' N, 58°00' W	1, 2 ^c , 3 ^c , 11, 12, 13 ^c , 14 ^c , 21-23, 24 ^c , 25 ^c , 31-34, 35 ^c , 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	15 927	46°30' N., 58°00' O.	1, 2 ^c , 3 ^c , 11, 12, 13 ^c , 14 ^c , 21-23, 24 ^c , 25 ^c , 31-34, 35 ^c , 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	15 927
46°30' N, 58°15' W	1-5, 11-15, 21-25, 31-35, 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	17 800	46°30' N., 58°15' O.	1-5, 11-15, 21-25, 31-35, 41-45, 51-55, 61-65, 71-75, 81-85, 91-95	17 800

^a Partial sections which abut the boundary of the area depicted in Schedule 1 of the *St. Anns Bank Marine Protected Area Regulations* (SOR/2017-106 June 2, 2017) that is bound by a series of rhumb lines drawn from points 1 to 10, the coordinates of each that are set out in that Schedule and back to point 1, designated as the *St. Anns Bank Marine Protected Area*. Geographical coordinates (latitude and longitude) are expressed in the North American Datum 1983 (NAD83). These coordinates are converted to North American Datum 1927 (NAD27) using the NTV2 conversion to define the boundary of the parcels under the CNSOPB Land Division Guidelines.

^c Partial sections which abut the boundary between the Canada-Newfoundland and Labrador offshore area and the Canada-Nova Scotia offshore area, as defined by the Limits of the Offshore Area, described in Schedule I of the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act* and the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*. Geographical coordinates (latitude and longitude) are expressed in the North American Datum 1983 (NAD83). These coordinates are converted to North American Datum 1927 (NAD27) using the NTV2 conversion to define the boundary of the parcels under the CNSOPB Land Division Guidelines.

^a Des sections partielles adjacentes aux limites de la zone illustrée à l'annexe 1 du *Règlement sur la zone de protection marine du banc de Sainte-Anne* (DORS/2017-106, 2 juin 2017) délimitées par la loxodromie reliant les points 1 à 10, les coordonnées de chacun figurant à cette annexe, puis revenant au point 1, désignée *zone de protection marine du banc de Sainte-Anne*. Les coordonnées géographiques (latitude et longitude) sont exprimées selon le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Ces coordonnées sont converties au Système de référence nord-américain de 1927 (NAD27) à l'aide de l'outil NTV2 pour déterminer les limites des parcelles selon les lignes directrices de l'OCNEHE sur la division des terres.

^c Des sections partielles adjacentes aux limites entre la zone extracôtière Canada — Terre-Neuve-et-Labrador et la zone extracôtière Canada — Nouvelle-Écosse définies par les limites de la zone extracôtière décrites à l'annexe I de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers* et de la *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*. Les coordonnées géographiques (latitude et longitude) sont exprimées selon le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Ces coordonnées sont converties au Système de référence nord-américain de 1927 (NAD27) à l'aide de la conversion NTV2 pour déterminer les limites des parcelles selon les lignes directrices de l'OCNEHE sur la division des terres.

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°30' N, 58°30' W	1-5, 11 ^a , 12-15, 21 ^a , 22 ^a , 23-25, 32 ^a , 33 ^a , 34, 35, 43 ^a , 44 ^a , 45, 54 ^a , 55 ^a , 65 ^a	7 048
Total hectares (Approximate)		504 658

[31-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

DETERMINATION

Marine fuel (energy)

Notice is hereby given that, after completing its inquiry, the Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) made a determination (File No. PR-2017-010) on July 21, 2017, with respect to a complaint filed by MLS (Overseas) Ltd. (MLS), of Braintree, United Kingdom, pursuant to subsection 30.11(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, R.S.C., 1985, c. 47 (4th Supp.), concerning a procurement (Solicitation No. W010X-16B042/A) by the Department of Public Works and Government Services (PWGSC). The solicitation was for logistic support services of a recognized marine fuel supplier.

MLS alleged that PWGSC improperly awarded a standing offer to a bidder who, at the time of award, did not have the required security clearance.

Having examined the evidence presented by the parties and considered the provisions the *Agreement on Government Procurement*, the Tribunal determined that the complaint was not valid.

Further information may be obtained from the Registrar, Canadian International Trade Tribunal Secretariat, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), 613-990-2439 (fax), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Ottawa, July 21, 2017

[31-1-o]

^a Partial sections which abut the boundary of the area depicted in Schedule 1 of the *St. Anns Bank Marine Protected Area Regulations* (SOR/2017-106 June 2, 2017) that is bound by a series of rhumb lines drawn from points 1 to 10, the coordinates of each that are set out in that Schedule and back to point 1, designated as the *St. Anns Bank Marine Protected Area*. Geographical coordinates (latitude and longitude) are expressed in the North American Datum 1983 (NAD83). These coordinates are converted to North American Datum 1927 (NAD27) using the NTV2 conversion to define the boundary of the parcels under the CNSOPB Land Division Guidelines.

Grid (NAD 1927)	Sections	Hectares (ha)
46°30' N., 58°30' O.	1-5, 11 ^a , 12-15, 21 ^a , 22 ^a , 23-25, 32 ^a , 33 ^a , 34, 35, 43 ^a , 44 ^a , 45, 54 ^a , 55 ^a , 65 ^a	7 048
Superficie totale (Approximativement)		504 658

[31-1-o]

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

DÉCISION

Combustible marin (énergie)

Avis est donné par la présente que le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal), à la suite de son enquête, a rendu une décision (dossier n° PR-2017-010) le 21 juillet 2017 concernant une plainte déposée par MLS (Overseas) Ltd. (MLS), de Braintree (Royaume-Uni), aux termes du paragraphe 30.11(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, L.R.C. (1985), ch. 47 (4^e suppl.), au sujet d'un marché (invitation n° W010X-16B042/A) passé par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSGC). L'invitation portait sur des services de soutien logistique d'un fournisseur reconnu de combustible marin.

MLS alléguait que TPSGC avait incorrectement adjudgé une offre à commandes à un soumissionnaire qui, au moment de l'adjudication, ne détenait pas l'habilitation de sécurité requise.

Après avoir examiné les éléments de preuve présentés par les parties et tenu compte des dispositions de l'*Accord sur les marchés publics*, le Tribunal a jugé que la plainte n'était pas fondée.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Greffier, Secrétariat du Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), 613-990-2439 (télécopieur), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 21 juillet 2017

[31-1-o]

^a Des sections partielles adjacentes aux limites de la zone illustrée à l'annexe 1 du *Règlement sur la zone de protection marine du banc de Sainte-Anne* (DORS/2017-106, 2 juin 2017) délimitées par la loxodromie reliant les points 1 à 10, les coordonnées de chacun figurant à cette annexe, puis revenant au point 1, désignée *zone de protection marine du banc de Sainte-Anne*. Les coordonnées géographiques (latitude et longitude) sont exprimées selon le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Ces coordonnées sont converties au Système de référence nord-américain de 1927 (NAD27) à l'aide de l'outil NTV2 pour déterminer les limites des parcelles selon les lignes directrices de l'OCNEHE sur la division des terres.

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL**DETERMINATION***Professional, administrative and management support services*

Notice is hereby given that, after completing its inquiry, the Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) made a determination (File No. PR-2016-069) on July 25, 2017, with respect to a complaint filed by Deloitte Inc. (Deloitte), of Ottawa, Ontario, pursuant to subsection 30.11(1) of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, R.S.C., 1985, c. 47 (4th Supp.), concerning a procurement (Solicitation No. F5211-160590) by the Department of Fisheries and Oceans (DFO). The solicitation was for consulting services regarding the Canadian Coast Guard's Fleet Renewal Plan.

Deloitte alleged that the DFO improperly concluded that its bid did not meet the requirements of the Request for Proposal and that it used undisclosed criteria in evaluating its bid.

Having examined the evidence presented by the parties and considered the provisions of the *Agreement on Internal Trade*, the *North American Free Trade Agreement* and the *Agreement on Government Procurement*, the Tribunal determined that the complaint was valid in part.

Further information may be obtained from the Registrar, Canadian International Trade Tribunal Secretariat, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), 613-990-2439 (fax), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Ottawa, July 25, 2017

[31-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL**EXPIRY OF FINDING***Carbon steel welded pipe*

The Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) hereby gives notice, pursuant to subsection 76.03(3) of the *Special Import Measures Act*, that its finding made on December 11, 2012, in Inquiry No. NQ-2012-003, that the dumping of carbon steel welded pipe originating in or exported from Chinese Taipei, the Republic of India, the Sultanate of Oman, the Republic of Korea, Thailand, the Republic of Turkey and the United Arab Emirates, and the subsidizing of the aforementioned goods originating in or exported from the Republic of India, the Sultanate of Oman and the United Arab Emirates, was threatening to cause injury to the domestic industry, is scheduled to

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR**DÉCISION***Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion*

Avis est donné par la présente que le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal), à la suite de son enquête, a rendu une décision (dossier n° PR-2016-069) le 25 juillet 2017 concernant une plainte déposée par Deloitte Inc. (Deloitte), d'Ottawa (Ontario), aux termes du paragraphe 30.11(1) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, L.R.C. (1985), ch. 47 (4^e suppl.), au sujet d'un marché (invitation n° F5211-160590) passé par le ministère des Pêches et des Océans (MPO). L'invitation portait sur des services d'expertise ayant trait au Plan de renouvellement de la flotte de la Garde côtière canadienne.

Deloitte alléguait que le MPO a conclu à tort que sa soumission ne satisfaisait pas aux exigences de l'appel d'offres et qu'il a utilisé des critères non divulgués dans l'évaluation de celle-ci.

Après avoir examiné les éléments de preuve présentés par les parties et tenu compte des dispositions de l'*Accord sur le commerce intérieur*, de l'*Accord de libre-échange nord-américain* et de l'*Accord sur les marchés publics*, le Tribunal a jugé que la plainte était fondée en partie.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Greffier, Secrétariat du Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), 613-990-2439 (télécopieur), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 25 juillet 2017

[31-1-o]

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR**EXPIRATION DES CONCLUSIONS***Tubes soudés en acier au carbone*

Le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) donne avis par les présentes, aux termes du paragraphe 76.03(3) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, que ses conclusions rendues le 11 décembre 2012, dans le cadre de l'enquête n° NQ-2012-003, que le dumping de tubes soudés en acier au carbone originaires ou exportés du Taipei chinois, de la République de l'Inde, du Sultanat d'Oman, de la République de Corée, de la Thaïlande, de la République turque et des Émirats arabes unis et que le subventionnement de tubes soudés en acier au carbone originaires ou exportés de la République de l'Inde, du Sultanat d'Oman et des Émirats arabes unis

expire (Expiry No. LE-2017-003) on December 10, 2017, unless the Tribunal has initiated an expiry review.

Interested firms, organizations, persons or governments wishing to make submissions on whether an expiry review is warranted must file a notice of participation with the Tribunal on or before August 25, 2017. Each counsel who intends to represent a party in these proceedings must also file a notice of representation, as well as a declaration and undertaking, with the Tribunal on or before August 25, 2017. The Tribunal will distribute the list of participants on October 10, 2017. The deadline for filing submissions is October 24, 2017. If there are opposing views, each party may file a response no later than November 3, 2017.

Submissions should include concise arguments and supporting evidence concerning

- the likelihood of continued or resumed dumping and subsidizing of the goods;
- the likely volume and price ranges of dumped and subsidized imports if dumping and subsidizing were to continue or resume;
- the domestic industry's recent performance, including supporting data and statistics showing trends in production, sales, market share, domestic prices, costs and profits;
- the likelihood of injury to the domestic industry if the finding were allowed to expire, having regard to the anticipated effects of a continuation or resumption of dumped and subsidized imports on the industry's future performance;
- any other developments affecting, or likely to affect, the performance of the domestic industry;
- changes in circumstances, domestically or internationally, including changes in the supply of or demand for the goods, and changes in trends in, and sources of, imports into Canada; and
- any other matter that is relevant.

Anyone who provides information to the Tribunal and who wishes some or all of the information to be kept confidential must, among other things, submit a non-confidential edited version or summary, or a statement indicating why such a summary cannot be made. Please see the Tribunal's *Confidentiality Guidelines* found at www.citt-tcce.gc.ca/en/Confidentiality_guidelines_e.

menaçaient de causer un dommage à la branche de production nationale, expireront (expiration n° LE-2017-003) le 10 décembre 2017, à moins qu'un réexamen relatif à l'expiration n'ait été entrepris avant cette date.

Tout organisme, entreprise, personne ou gouvernement qui souhaite participer à la présente enquête à titre de partie doit déposer auprès du Tribunal un avis de participation au plus tard le 25 août 2017. Chaque conseiller qui désire représenter une partie à la présente enquête doit aussi déposer auprès du Tribunal un avis de représentation, ainsi qu'un acte de déclaration et d'engagement, au plus tard le 25 août 2017. Le 10 octobre 2017, le Tribunal distribuera la liste des participants. La date limite pour déposer des observations est le 24 octobre 2017. Les parties qui désirent répondre aux observations doivent le faire au plus tard le 3 novembre 2017.

Les observations doivent comporter des arguments concis et des éléments de preuve concernant, entre autres :

- le fait qu'il y ait vraisemblablement poursuite ou reprise du dumping et du subventionnement des marchandises;
- le volume et les fourchettes de prix éventuels des marchandises sous-évaluées et subventionnées s'il y a poursuite ou reprise du dumping et du subventionnement;
- les plus récentes données concernant le rendement de la branche de production nationale, notamment des données justificatives et des statistiques indiquant les tendances en matière de production, de ventes, de parts de marché, de prix intérieurs, de coûts et de profits;
- le fait que la poursuite ou la reprise du dumping et du subventionnement des marchandises causera vraisemblablement un dommage à la branche de production nationale en cas d'expiration des conclusions, eu égard aux effets que la poursuite ou la reprise aurait sur le rendement de celle-ci;
- les faits ayant ou pouvant avoir une incidence sur le rendement de la branche de production nationale;
- tout changement au niveau national ou international touchant notamment l'offre ou la demande des marchandises et tout changement concernant les tendances en matière d'importation au Canada et concernant la source des importations;
- tout autre point pertinent.

Quiconque fournit des renseignements au Tribunal et désire que ces renseignements, en tout ou en partie, soient gardés confidentiels doit, entre autres, déposer une version caviardée ou un résumé sans les renseignements confidentiels, ou une explication donnant les raisons pour lesquelles cela est impossible. Veuillez consulter les *Lignes directrices sur la confidentialité* à l'adresse www.citt-tcce.gc.ca/fr/Confidentiality_guidelines_f.

Documents should be filed electronically through the Tribunal's Secure E-filing Service at https://apps.citt-tcce.gc.ca/sftapp/CITT/html/transfer_e.html. Only one electronic copy is required.

Counsel and parties are required to serve their submissions on each other on the same dates they file their submissions. Public submissions are to be served on counsel and those parties who are not represented by counsel. Confidential submissions are to be served only on counsel who have access to the confidential record and who have filed an undertaking with the Tribunal. This information will be included in the list of participants. Submissions that contain information that is confidential to your company/government or your client may be served by electronic means provided you are willing to accept the associated risks. Submissions that contain confidential information belonging to a company/government that is not your own or that is not represented by you must be served by courier. One electronic copy of proof of service must be served on the Tribunal.

The Tribunal will decide on December 8, 2017, whether an expiry review is warranted. If not warranted, the finding will expire on its scheduled expiry date. If the Tribunal decides to initiate an expiry review, it will issue a notice of expiry review.

The Tribunal's *Expiry Review Guidelines* can be found on its website at www.citt-tcce.gc.ca/en/Expiry_Review_Guidelines_e.

Enquiries regarding this notice should be addressed to the Registrar, Canadian International Trade Tribunal Secretariat, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), 613-990-2439 (fax), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Ottawa, July 28, 2017

[31-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

EXPIRY REVIEW OF ORDER

Liquid dielectric transformers

The Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) hereby gives notice that it will, pursuant to subsection 76.03(3) of the *Special Import Measures Act* (SIMA),

Les documents doivent être déposés auprès du Tribunal par voie électronique au moyen de son Service de dépôt électronique sécurisé à l'adresse https://apps.citt-tcce.gc.ca/sftapp/CITT/html/sfts_f.html. Une seule copie électronique est requise.

Les conseillers et les parties doivent faire parvenir leurs observations aux autres parties le même jour où ils les déposent auprès du Tribunal. Les observations non confidentielles doivent être envoyées aux conseillers et aux parties qui ne sont pas représentées. Les observations confidentielles doivent être envoyées uniquement aux conseillers qui ont accès au dossier confidentiel et qui ont déposé un acte d'engagement auprès du Tribunal. Ces renseignements seront inclus dans la liste des participants. Les observations qui contiennent des renseignements confidentiels de votre entreprise, de votre gouvernement ou de votre client peuvent être déposées par voie électronique pour autant que vous acceptiez les risques associés à cette façon de procéder. Les observations qui contiennent des renseignements confidentiels d'une entreprise ou d'un gouvernement qui n'est pas la ou le vôtre ou que vous ne représentez pas doivent être livrées par messagerie. Une copie électronique du récépissé doit être envoyée au Tribunal.

Le Tribunal rendra une décision le 8 décembre 2017 sur le bien-fondé d'un réexamen relatif à l'expiration. Si le Tribunal n'est pas convaincu du bien-fondé d'un réexamen relatif à l'expiration, les conclusions expireront à la date d'expiration prévue. Si le Tribunal décide d'entreprendre un réexamen relatif à l'expiration, il publiera un avis de réexamen relatif à l'expiration.

Les *Lignes directrices sur les réexamens relatifs à l'expiration* du Tribunal sont disponibles sur son site Web, à l'adresse www.citt-tcce.gc.ca/fr/Expiry_Review_Guidelines_f.

Les demandes de renseignements au sujet du présent avis doivent être envoyées au Greffier, Secrétariat du Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), 613-990-2439 (télécopieur), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 28 juillet 2017

[31-1-o]

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

RÉEXAMEN RELATIF À L'EXPIRATION DE L'ORDONNANCE

Transformateurs à liquide diélectrique

Le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) donne avis par les présentes qu'il procédera, conformément au paragraphe 76.03(3) de la *Loi sur les mesures*

initiate an expiry review (Expiry Review No. RR-2017-002) of its order made on November 20, 2012, in Inquiry No. NQ-2012-001, continued without amendment by the order made on May 31, 2016, in Interim Review No. RD-2013-003, concerning the dumping of liquid dielectric transformers having a top power handling capacity equal to or exceeding 60,000 kilovolt amperes (60 megavolt amperes), whether assembled or unassembled, complete or incomplete, originating in or exported from the Republic of Korea (the subject goods).

In this expiry review, the Canada Border Services Agency (CBSA) will first determine whether the expiry of the order in respect of the subject goods is likely to result in the continuation or resumption of dumping of the subject goods. If the CBSA determines that the expiry of the order in respect of any goods is likely to result in the continuation or resumption of dumping, the Tribunal will then conduct an expiry review to determine if the continued or resumed dumping is likely to result in injury. The CBSA will provide notice of its determinations within 150 days after receiving notice of the Tribunal's decision to initiate an expiry review, that is, no later than December 22, 2017. The Tribunal will issue its order and its statement of reasons no later than May 31, 2018.

Each person or government wishing to participate in this expiry review must file a notice of participation with the Tribunal on or before January 8, 2018. Each counsel who intends to represent a party in the expiry review must file a notice of representation, as well as a declaration and undertaking, with the Tribunal on or before January 8, 2018.

The schedule for this expiry review is found at www.citt-tcce.gc.ca.

The Tribunal will hold a public hearing relating to this expiry review in the Tribunal's Hearing Room No. 1, 18th Floor, 333 Laurier Avenue West, Ottawa, Ontario, commencing on March 19, 2018, at 9:30 a.m., to hear evidence and representations by interested parties. If there are no opposing parties, the Tribunal may explore the possibility of holding a file hearing, i.e. a hearing through written submissions only, instead of an oral hearing.

In accordance with section 46 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, a person who provides information to the Tribunal and who wishes some or all of the information to be kept confidential must, among other things, submit a non-confidential edited version or summary of the information designated as confidential, or a

spéciales d'importation (LMSI), au réexamen relatif à l'expiration (réexamen relatif à l'expiration n° RR-2017-002) de son ordonnance rendue le 20 novembre 2012 dans le cadre de l'enquête n° NQ-2012-001, prorogée, sans modification, par les conclusions rendues le 31 mai 2016 dans le cadre du réexamen intermédiaire n° RD-2013-003, concernant le dumping de transformateurs à liquide diélectrique avec une puissance admissible maximale égale ou supérieure à 60 000 kilovolts ampères (60 mégavolts ampères), assemblés ou non, complets ou incomplets, originaires ou exportés de la République de Corée (les marchandises en question).

Lors du présent réexamen relatif à l'expiration, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) doit déterminer si l'expiration de l'ordonnance concernant les marchandises en question causera vraisemblablement la poursuite ou la reprise du dumping des marchandises en question. Si l'ASFC détermine que l'expiration de l'ordonnance concernant toute marchandise causera vraisemblablement la poursuite ou la reprise du dumping, le Tribunal effectuera alors un réexamen relatif à l'expiration pour déterminer si la poursuite ou la reprise du dumping causera vraisemblablement un dommage. L'ASFC rendra sa décision dans les 150 jours après avoir reçu l'avis de la décision du Tribunal de procéder à un réexamen relatif à l'expiration, soit au plus tard le 22 décembre 2017. Le Tribunal publiera son ordonnance et son exposé des motifs au plus tard le 31 mai 2018.

Chaque personne ou gouvernement qui souhaite participer au réexamen relatif à l'expiration doit déposer auprès du Tribunal un avis de participation au plus tard le 8 janvier 2018. Chaque conseiller qui désire représenter une partie au réexamen relatif à l'expiration doit déposer auprès du Tribunal un avis de représentation ainsi qu'un acte de déclaration et d'engagement au plus tard le 8 janvier 2018.

Le calendrier du présent réexamen relatif à l'expiration se trouve à l'adresse www.citt-tcce.gc.ca/fr.

Le Tribunal tiendra une audience publique dans le cadre du présent réexamen relatif à l'expiration dans sa salle d'audience n° 1, au 18^e étage, 333, avenue Laurier Ouest, Ottawa (Ontario) à compter du 19 mars 2018, à 9 h 30, afin d'entendre les témoignages des parties intéressées. Cependant, s'il n'y a pas de parties opposées, le Tribunal a la possibilité de tenir une audience sur pièces, c'est-à-dire d'instruire le dossier sur la foi des pièces versées au dossier, plutôt que de tenir une audience.

Aux termes de l'article 46 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, une personne qui fournit des renseignements au Tribunal et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie doit fournir, entre autres, soit une version ne comportant pas les renseignements désignés comme confidentiels ou un résumé ne

statement indicating why such a summary cannot be made.

Written submissions, correspondence and requests for information regarding the Tribunal's portion of this matter should be addressed to the Registrar, Canadian International Trade Tribunal Secretariat, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), 613-990-2439 (fax), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Further details regarding this expiry review, including the schedule of key events, are contained in the documents entitled "Additional Information" and "Expiry Review Schedule" appended to the notice of commencement of expiry review available on the Tribunal's website at www.citt-tcce.gc.ca/en/dumping-and-subsidizing/expiry-reviews-section-7603/notices-and-schedules.

Ottawa, July 25, 2017

[31-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL

INQUIRY

Aerospace

The Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) has received a complaint (File No. PR-2017-021) from Telecore, of Ottawa, Ontario, concerning a procurement (Solicitation No. W0001-185315/A) by the Department of Public Works and Government Services (PWGSC) on behalf of the Department of National Defence. The solicitation is for headset microphones. Pursuant to subsection 30.13(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* and subsection 7(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Procurement Inquiry Regulations*, notice is hereby given that the Tribunal made a decision on July 26, 2017, to conduct an inquiry into the complaint.

Telecore alleges that PWGSC included certain technical specifications in the request for proposal that were overly restrictive.

Further information may be obtained from the Registrar, Canadian International Trade Tribunal Secretariat, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), 613-990-2439 (fax), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Ottawa, July 27, 2017

[31-1-o]

comportant pas de tels renseignements, soit un énoncé indiquant pourquoi il est impossible de faire le résumé en question.

Les exposés écrits, la correspondance et les demandes de renseignements concernant la partie du réexamen relatif à l'expiration du Tribunal doivent être envoyés au Greffier, Secrétariat du Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), 613-990-2439 (télécopieur), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Des renseignements additionnels concernant le présent réexamen relatif à l'expiration, y compris le calendrier des étapes importantes, se trouvent dans les documents intitulés « Renseignements additionnels » et « Calendrier du réexamen relatif à l'expiration » annexés à l'avis d'ouverture de réexamen relatif à l'expiration disponible sur le site Web du Tribunal à l'adresse www.citt-tcce.gc.ca/fr/dumping-et-subventionnement/reexamens-relatifs-expiration-article-7603/avis-et-calendriers.

Ottawa, le 25 juillet 2017

[31-1-o]

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR

ENQUÊTE

Aérospatiale

Le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) a reçu une plainte (dossier n° PR-2017-021) déposée par Telecore, d'Ottawa (Ontario), concernant un marché (invitation n° W0001-185315/A) passé par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TPSGC) au nom du ministère de la Défense nationale. L'invitation porte sur l'acquisition de microphones pour écouteurs. Conformément au paragraphe 30.13(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* et au paragraphe 7(2) du *Règlement sur les enquêtes du Tribunal canadien du commerce extérieur sur les marchés publics*, avis est donné par la présente que le Tribunal a décidé, le 26 juillet 2017, d'enquêter sur la plainte.

Telecore allègue que TPSGC a inclus dans la demande de propositions certaines spécifications techniques trop restrictives.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Greffier, Secrétariat du Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), 613-990-2439 (télécopieur), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 27 juillet 2017

[31-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL**REVIEW***Carbon steel welded pipe*

On July 21, 2017, pursuant to paragraph 76.1(1)(b) of the *Special Import Measures Act*, the Minister of Finance asked the Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) to review its finding of December 11, 2012, in Inquiry No. NQ-2012-003, that certain carbon steel welded pipe originating in or exported from Chinese Taipei was threatening to cause injury to the domestic industry, and to have regard to the recommendations and rulings of the Dispute Settlement Body of the World Trade Organization (WTO) in relation to the WTO panel report in *Canada – Anti-Dumping Measures on Imports of Certain Carbon Steel Welded Pipe from the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu* (DS482). The Tribunal hereby gives notice that it has initiated such a review.

Each person or government wishing to participate in this review must file a notice of participation with the Tribunal on or before August 25, 2017. Each counsel who intends to represent a party in this proceeding must file a notice of representation, as well as a declaration and undertaking, with the Tribunal on or before August 25, 2017.

On October 10, 2017, the Tribunal will distribute a Revised Investigation Report to the parties.

Any party wishing to file a submission must do so no later than October 24, 2017. Parties wishing to respond to the submissions must do so no later than November 3, 2017.

Submissions should consist of argument strictly in relation to the threat of injury finding, having particular regard to the Revised Investigation Report and to paragraphs 158, 159, 162, 163, 164, 165, 166 and 169 of the Tribunal's Statement of Reasons dated December 27, 2012. No new or supplemental evidence will be accepted.

Submissions should be filed electronically through the Tribunal's Secure E-filing Service at https://apps.citt-tcce.gc.ca/sftapp/CITT/html/transfer_e.html.

Counsel and parties are required to serve their submissions on each other on the same dates they file their submissions. Public submissions are to be served on counsel and those parties who are not represented by counsel. Confidential submissions are to be served only on counsel who have access to the confidential record and who have

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR**RÉEXAMEN***Tubes soudés en acier au carbone*

Le 21 juillet 2017, aux termes de l'alinéa 76.1(1)(b) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le ministre des Finances a demandé au Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) de procéder à un réexamen de ses conclusions rendues le 11 décembre 2012, dans le cadre de l'enquête n° NQ-2012-003, selon lesquelles des tubes soudés en acier au carbone, originaires ou exportés du Taipei chinois, menaçaient de causer un dommage à la branche de production nationale, et de se pencher sur les recommandations et les décisions de l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relativement au rapport du Groupe spécial de l'OMC dans *Canada – Mesures antidumping visant les importations de certains tubes soudés en acier au carbone en provenance du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu* (DS482). Le Tribunal avise par la présente qu'il a initié un tel réexamen.

Chaque personne ou chaque gouvernement qui souhaite participer au réexamen à titre de partie doit déposer auprès du Tribunal un avis de participation au plus tard le 25 août 2017. Chaque conseiller qui désire représenter une partie à l'enquête et à l'audience doit déposer auprès du Tribunal un avis de représentation ainsi qu'un acte de déclaration et d'engagement au plus tard le 25 août 2017.

Le 10 octobre 2017, le Tribunal distribuera un rapport d'enquête révisé aux parties.

Toute partie qui souhaite déposer des observations auprès du Tribunal doit le faire au plus tard le 24 octobre 2017. Les parties qui désirent répondre aux observations doivent déposer leurs commentaires auprès du Tribunal au plus tard le 3 novembre 2017.

Les observations doivent porter exclusivement sur les conclusions de menace de dommage, en particulier sur le rapport d'enquête révisé et les paragraphes 158, 159, 162, 163, 164, 165, 166 et 169 de l'exposé des motifs du Tribunal du 27 décembre 2012. Aucun nouvel élément de preuve ou élément de preuve supplémentaire ne sera accepté.

Les observations doivent être déposées auprès du Tribunal au moyen de son Service de dépôt électronique sécurisé à l'adresse https://apps.citt-tcce.gc.ca/sftapp/CITT/html/transfer_f.html.

Les conseillers et les parties doivent faire parvenir leurs observations aux autres parties le même jour où ils les déposent auprès du Tribunal. Les observations non confidentielles doivent être envoyées aux conseillers et aux parties qui ne sont pas représentées. Les observations confidentielles doivent être envoyées uniquement aux

filed an undertaking with the Tribunal. This information will be included in the list of participants. Submissions that contain information that is confidential to your company/government or your client may be served by electronic means provided you are willing to accept the associated risks. Submissions that contain confidential information belonging to a company/government that is not your own or that is not represented by you must be served by courier. One electronic copy of proof of service must be served on the Tribunal.

Parties should endeavour to base their submissions on public information; however, confidential information relevant to the issues before the Tribunal may be filed, if necessary, along with a comprehensive public summary or edited version thereof.

By December 8, 2017, the Tribunal will make a decision either reaffirming its threat of injury finding or replacing it with a negative finding.

Enquiries regarding this notice should be addressed to the Registrar, Canadian International Trade Tribunal Secretariat, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), 613-990-2439 (fax), citt-tcce@tribunal.gc.ca (email).

Ottawa, July 28, 2017

Michel Parent
Registrar

[31-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

The Commission posts on its website the decisions, notices of consultation and regulatory policies that it publishes, as well as information bulletins and orders. On April 1, 2011, the *Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Rules of Practice and Procedure* came into force. As indicated in Part 1 of these Rules, some broadcasting applications are posted directly on the Commission's website, www.crtc.gc.ca, under "Part 1 Applications."

To be up to date on all ongoing proceedings, it is important to regularly consult "Today's Releases" on the Commission's website, which includes daily updates to notices

conseillers qui ont accès au dossier confidentiel et qui ont déposé un acte d'engagement auprès du Tribunal. Ces renseignements seront inclus dans la liste des participants. Les observations qui contiennent des renseignements confidentiels de votre entreprise, de votre gouvernement ou de votre client peuvent être déposées par voie électronique pour autant que vous acceptiez les risques associés à cette façon de procéder. Les observations qui contiennent des renseignements confidentiels d'une entreprise ou d'un gouvernement qui n'est pas la ou le vôtre ou que vous ne représentez pas doivent être livrées par messagerie. Une copie électronique du récépissé doit être envoyée au Tribunal.

Les parties doivent fonder autant que possible leurs observations sur des renseignements qui ne sont pas confidentiels; toutefois, des renseignements confidentiels pertinents peuvent être déposés si nécessaire, avec un résumé complet non confidentiel ou une version caviardée.

Le 8 décembre 2017, le Tribunal rendra une décision réaffirmant la menace de dommage ou le contraire.

Les demandes de renseignements au sujet du présent avis doivent être envoyés au Greffier, Secrétariat du Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), 613-990-2439 (télécopieur), tcce-citt@tribunal.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 28 juillet 2017

Le greffier
Michel Parent

[31-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Le Conseil affiche sur son site Web les décisions, les avis de consultation et les politiques réglementaires qu'il publie ainsi que les bulletins d'information et les ordonnances. Le 1^{er} avril 2011, les *Règles de pratique et de procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes* sont entrées en vigueur. Tel qu'il est prévu dans la partie 1 de ces règles, le Conseil affiche directement sur son site Web, www.crtc.gc.ca, certaines demandes de radiodiffusion sous la rubrique « Demandes de la Partie 1 ».

Pour être à jour sur toutes les instances en cours, il est important de consulter régulièrement la rubrique « Nouvelles du jour » du site Web du Conseil, qui comporte une

of consultation that have been published and ongoing proceedings, as well as a link to Part 1 applications.

The following documents are abridged versions of the Commission's original documents. The original documents contain a more detailed outline of the applications, including the locations and addresses where the complete files for the proceeding may be examined. These documents are posted on the Commission's website and may also be examined at the Commission's offices and public examination rooms. Furthermore, all documents relating to a proceeding, including the notices and applications, are posted on the Commission's website under "Public Proceedings."

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PART 1 APPLICATIONS

The following applications for renewal or amendment, or complaints were posted on the Commission's website between July 21 and July 27, 2017.

mise à jour quotidienne des avis de consultation publiés et des instances en cours, ainsi qu'un lien aux demandes de la partie 1.

Les documents qui suivent sont des versions abrégées des documents originaux du Conseil. Les documents originaux contiennent une description plus détaillée de chacune des demandes, y compris les lieux et les adresses où l'on peut consulter les dossiers complets de l'instance. Ces documents sont affichés sur le site Web du Conseil et peuvent également être consultés aux bureaux et aux salles d'examen public du Conseil. Par ailleurs, tous les documents qui se rapportent à une instance, y compris les avis et les demandes, sont affichés sur le site Web du Conseil sous « Instances publiques ».

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

DEMANDES DE LA PARTIE 1

Les demandes de renouvellement ou de modification ou les plaintes suivantes ont été affichées sur le site Web du Conseil entre le 21 juillet et le 27 juillet 2017.

Application filed by / Demande présentée par	Application number / Numéro de la demande	Undertaking / Entreprise	City / Ville	Province	Deadline for submission of interventions, comments or replies / Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses
Muskeg Lake Cree Nation Radio Station Corp.	2017-0482-5	CICN-FM	Aldina	Saskatchewan	August 23, 2017 / 23 août 2017

DECISIONS

DÉCISIONS

Decision number / Numéro de la décision	Publication date / Date de publication	Applicant's name / Nom du demandeur	Undertaking / Entreprise	City / Ville	Province
2017-263	July 25, 2017 / 25 juillet 2017	Corus Entertainment Inc.	Various services / Divers services	Across Canada / L'ensemble du Canada	
2017-264	July 26, 2017 / 26 juillet 2017	Rogers Media Inc.	CFFR	Calgary	Alberta
2017-267	July 27, 2017 / 27 juillet 2017	Canadian Broadcasting Corporation / Société Radio-Canada	CBVE-FM	Lebel-sur-Quévillon and / et Senneterre	Quebec / Québec
2017-268	July 27, 2017 / 27 juillet 2017	Various licensees / Divers titulaires	Chutney Radio and / et Tamil Radio	Across Canada / L'ensemble du Canada	
2017-269	July 27, 2017 / 27 juillet 2017	Canadian Broadcasting Corporation / Société Radio-Canada	Various television and radio stations / Diverses stations de télévision et de radio	Across Canada / L'ensemble du Canada	

PUBLIC SERVICE COMMISSION

PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT

Permission granted (Mudie, Pierre)

The Public Service Commission of Canada, pursuant to section 116 of the *Public Service Employment Act*, hereby gives notice that it has granted permission, pursuant to subsection 115(2) of the said Act, to Pierre Mudie, Analyst, Royal Canadian Mounted Police, to seek nomination as, and be, a candidate, before and during the election period, for the positions of Councillor and Acting Mayor for the Municipality of Lochaber-Partie-Ouest, Quebec, in a municipal election to be held on November 5, 2017.

July 24, 2017

Natalie Jones

Director General
Political Activities and
Non-Partisanship Directorate

[31-1-o]

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Permission accordée (Mudie, Pierre)

La Commission de la fonction publique du Canada, en vertu de l'article 116 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, donne avis par la présente qu'elle a accordé à Pierre Mudie, analyste, Gendarmerie royale du Canada, la permission, aux termes du paragraphe 115(2) de ladite loi, de tenter d'être choisi comme candidat et être candidat, avant et pendant la période électorale, aux postes de conseiller et de maire suppléant de la Municipalité de Lochaber-Partie-Ouest (Québec), à l'élection municipale prévue pour le 5 novembre 2017.

Le 24 juillet 2017

La directrice générale

Direction des activités politiques
et de l'impartialité politique

Natalie Jones

[31-1-o]

MISCELLANEOUS NOTICES**CAISSE CENTRALE DE RÉASSURANCE****RELEASE OF ASSETS**

Pursuant to subsection 651(c) of the *Insurance Companies Act* (Canada) [the “Act”], notice is hereby given that the Canadian branch of Caisse Centrale de Réassurance (“CCR Canadian Branch”) intends to apply to the Superintendent of Financial Institutions (Canada), on or after August 26, 2017, for an order authorizing the release of the assets that it maintains in Canada in accordance with the Act.

Any policyholder or creditor in respect of CCR Canadian Branch’s insurance business in Canada opposing such release is invited to file an opposition by mail to the Office of the Superintendent of Financial Institutions (Canada), Legislation and Approvals Division, 255 Albert Street, Ottawa, Ontario K1A 0H2, or by email at approvalsandprecedents@osfi-bsif.gc.ca, on or before August 26, 2017.

Toronto, July 15, 2017

Caisse Centrale de Réassurance

By its solicitors

Fasken Martineau DuMoulin LLP

[28-4-o]

VSP CANADA VISION CARE INSURANCE**CERTIFICATE OF CONTINUANCE**

Notice is hereby given, pursuant to subsection 39(3) of the *Insurance Companies Act* (the “Act”), that VSP Canada Vision Care Insurance intends to apply to the Minister of Finance, on or after August 22, 2017, for approval to apply under the *Canada Business Corporations Act* (the “CBCA”) for a certificate of continuance as a corporation under the CBCA.

Any person who objects to the proposed continuance may submit an objection in writing to the Office of the Superintendent of Financial Institutions, 255 Albert Street, Ottawa, Ontario K1A 0H2, on or before August 21, 2017.

Montréal, July 22, 2017

VSP Canada Vision Care Insurance

[29-4-o]

AVIS DIVERS**CAISSE CENTRALE DE RÉASSURANCE****LIBÉRATION D’ACTIF**

Conformément au paragraphe 651(c) de la *Loi sur les sociétés d’assurances* (Canada) [la « Loi »], avis est par les présentes donné que la succursale canadienne de Caisse Centrale de Réassurance (« Succursale CCR ») a l’intention de faire une demande auprès du surintendant des institutions financières (Canada), le 26 août 2017 ou après cette date, afin de libérer l’actif qu’elle maintient au Canada conformément à la Loi.

Tout créancier ou souscripteur visé par les opérations d’assurance de Succursale CCR qui s’oppose à cette libération est invité à faire acte d’opposition auprès de la Division de la législation et des approbations du Bureau du surintendant des institutions financières (Canada), soit par la poste au 255, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 0H2, soit par courriel à l’adresse approbationsetprecedents@osfi-bsif.gc.ca, au plus tard le 26 août 2017.

Toronto, le 15 juillet 2017

Caisse Centrale de Réassurance

Agissant par l’entremise de ses procureurs

Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.

[28-4-o]

VSP CANADA ASSURANCE DES SOINS DE LA VUE**CERTIFICAT DE PROROGATION**

Avis est par les présentes donné, conformément au paragraphe 39(3) de la *Loi sur les sociétés d’assurance* (Canada), de l’intention de VSP Canada Assurance des soins de la vue de présenter, le 22 août 2017 ou après cette date, une demande d’agrément au ministre des Finances afin d’être autorisée à demander la délivrance d’un certificat de prorogation en société par actions en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Toute personne qui s’oppose à la prorogation proposée peut soumettre une objection écrite au Bureau du surintendant des institutions financières, 255, rue Albert, Ottawa (Ontario) K1A 0H2, au plus tard le 21 août 2017.

Montréal, le 22 juillet 2017

VSP Canada Assurance des soins de la vue

[29-4-o]

102662 CANADA INC.**PLANS DEPOSITED**

102662 Canada inc. hereby gives notice that an application has been made to the Minister of Transport under the *Navigation Protection Act* for approval of the plans and site of the work described herein. Under paragraph 5(6)(b) of the said Act, 102662 Canada inc. has deposited with the Minister of Transport and in the land titles office of Quebec of the local land registry office of Hull, under deposit No. 23 264 041, a description of the site and plans for the proposed wharf on the Rivière Blanche, at Gatineau, in front of Lot 5 003 298.

Comments regarding the effect of this work on marine navigation may be directed to the Regional Manager, Navigation Protection Program, Transport Canada, 1550 D'Estimauville Avenue, Suite 401, Québec, Québec G1J 0C8. However, comments will be considered only if they are in writing and are received not later than 30 days after the date of publication of the last notice. Although all comments conforming to the above will be considered, no individual response will be sent.

Gatineau, July 27, 2017

Roger Lachapelle

[31-1-o]

102662 CANADA INC.**DÉPÔT DE PLANS**

La société 102662 Canada inc. donne avis, par les présentes, qu'une demande a été déposée auprès du ministre des Transports en vertu de la *Loi sur la protection de la navigation*, pour l'approbation des plans et de l'emplacement de l'ouvrage décrit ci-après. La 102662 Canada inc. a, en vertu de l'alinéa 5(6)b) de ladite loi, déposé auprès du ministre des Transports et au bureau d'enregistrement des titres fonciers du Québec de la circonscription foncière de Hull, sous le numéro de dépôt 23 264 041, une description de l'emplacement et les plans du quai proposé sur la rivière Blanche, à Gatineau, devant le Lot 5 003 298.

Tout commentaire relatif à l'incidence de cet ouvrage sur la navigation maritime peut être adressé au Gestionnaire régional, Programme de protection de la navigation, Transports Canada, 1550, avenue d'Estimauville, bureau 401, Québec (Québec) G1J 0C8. Veuillez noter que seuls les commentaires faits par écrit et reçus au plus tard 30 jours suivant la date de publication du dernier avis seront considérés. Même si tous les commentaires respectant les conditions précitées seront considérés, aucune réponse individuelle ne sera transmise.

Gatineau, le 27 juillet 2017

Roger Lachapelle

[31-1-o]

INDEX

COMMISSIONS

Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board	
Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act Call for Bids No. NS17-1	3472
Canadian International Trade Tribunal	
Determinations	
Marine fuel (energy).....	3479
Professional, administrative and management support services	3480
Expiry of finding	
Carbon steel welded pipe	3480
Expiry review of order	
Liquid dielectric transformers	3482
Inquiry	
Aerospace	3484
Review	
Carbon steel welded pipe	3485
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	
Decisions	3487
* Notice to interested parties.....	3486
Part 1 applications	3487
Public Service Commission	
Public Service Employment Act	
Permission granted (Mudie, Pierre).....	3488

GOVERNMENT NOTICES

Industry, Dept. of	
Boards of Trade Act	
Chambre de commerce de Chibougamau	3467
Chambre de commerce de Danville (La)	3467

Privy Council Office	
Appointment opportunities	3467

MISCELLANEOUS NOTICES

* Caisse Centrale de Réassurance	
Release of assets	3489
* VSP Canada Vision Care Insurance	
Certificate of continuance.....	3489
102662 Canada inc.	
Plans deposited	3490

PARLIAMENT

House of Commons	
* Filing applications for private bills (First Session, Forty-Second Parliament)	3471

* This notice was previously published.

INDEX

AVIS DIVERS

* Caisse Centrale de Réassurance Libération d'actif.....	3489
* VSP Canada Assurance des soins de la vue Certificat de prorogation.....	3489
102662 Canada inc. Dépôt de plans.....	3490

AVIS DU GOUVERNEMENT

Conseil privé, Bureau du Possibilités de nominations	3467
Industrie, min. de l' Loi sur les chambres de commerce Chambre de commerce de Chibougamau	3467
Chambre de commerce de Danville (La)	3467

COMMISSIONS

Commission de la fonction publique Loi sur l'emploi dans la fonction publique Permission accordée (Mudie, Pierre).....	3488
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes * Avis aux intéressés.....	3486
Décisions	3487
Demandes de la partie 1	3487
Office Canada — Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers Appel d'offres n° NS17-1	3472

COMMISSIONS (suite)

Tribunal canadien du commerce extérieur Décisions Combustible marin (énergie)	3479
Services de soutien professionnel et administratif et services de soutien à la gestion	3480
Enquête Aérospatiale.....	3484
Expiration des conclusions Tubes soudés en acier au carbone	3480
Réexamen Tubes soudés en acier au carbone	3485
Réexamen relatif à l'expiration de l'ordonnance Transformateurs à liquide diélectrique	3482

PARLEMENT

Chambre des communes * Demandes introductives de projets de loi privés (Première session, quarante-deuxième législature)	3471
--	------